



STELLANTIS CTCY

Lundi 18 novembre 2024

Face aux attaques patronales et gouvernementales : pas question d'accepter les sacrifices !

300 000 emplois sont actuellement menacés dans des grandes entreprises de la chimie, de l'automobile, de la grande distribution, et chez leurs sous-traitants. Des entreprises qui accumulent pourtant des profits, grâce au travail de ces salariés qu'elles veulent maintenant jeter dehors.

Les travailleuses et travailleurs produisent toujours plus, mieux, plus vite. Mais qui en profite ? Les patrons, qui imposent toujours plus de sacrifices : licenciements, augmentation des cadences et du temps de travail ou pertes de salaire. L'entreprise de verrerie Saverglass, a ainsi proposé, après des mois de chômage partiel, la baisse des salaires de 5 % !

Le gouvernement n'est pas en reste dans la fonction publique, avec les trois jours de carence et les suppressions de postes. Apprenant que le patron milliardaire Elon Musk était chargé par Donald Trump d'anéantir des emplois publics par milliers, le ministre français de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, s'est fendu d'un message de félicitations sur les réseaux sociaux : qui se ressemble s'assemble.

Et voilà que le Sénat a déposé un amendement à la loi de finances de la Sécu qui obligerait les salariés à travailler sept heures de plus gratuitement. Proposition que le ministre de l'Économie trouve « intéressante » et « judicieuse » !

Devant la colère des salariés, le Premier ministre fait les gros yeux aux groupes qui licencient tout en faisant des bénéfices et en empochant les aides publiques, les Auchan, Stellantis et autres Michelin. Mais c'est bien pour rembourser ces milliards de cadeaux que Barnier veut faire passer 60 milliards d'économies dans le budget 2025.

Tous ensemble !

Des grèves sont en cours ou ont eu lieu contre les licenciements, comme chez Valeo à La Suze-sur-Sarthe (Sarthe), Vencorex au Pont-de-Claix (Isère), Michelin à Cholet (Maine-et-Loire), MA France à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)...

D'autres concernent les salaires, comme chez H&M ou dans l'entreprise de nettoyage Atalian dans les Bouches-du-Rhône, ou dans certaines filiales Keolis

dans l'Allier, l'Hérault, l'Oise, les Yvelines et le Val-d'Oise.

Une grève de la fonction publique est prévue le 5 décembre. Une journée de mobilisation aura lieu le 10 décembre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une grève débutera le 11 décembre à la SNCF contre son démantèlement. Entre-temps, les agriculteurs devraient aussi être mobilisés...

Le gouvernement et le patronat essaient de nous isoler et de nous monter les uns contre les autres. Nous devons nous armer contre toutes les tentatives de division, que ce soit entre salariés du public et du privé, ou entre salariés des différents pays. Ce n'est pas en fermant les frontières au nom du « protectionnisme » que l'on empêchera le patronat d'exploiter et de licencier. Leur plus grande peur est que nos luttes convergent, que les salariés menacés de licenciement se coordonnent, que des actions communes soient décidées par les grévistes.

La seule solution, c'est de nous battre, ensemble, à l'image du mouvement contre la vie chère qui touche la Martinique depuis deux mois.

Alors oui, chaque journée de lutte doit devenir un point de ralliement et être une étape dans la construction de la lutte collective ! C'est la seule voie pour arracher l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail sans perte de salaire, des augmentations à la hauteur de l'inflation, l'embauche définitive des précaires et des emplois partout où ils manquent cruellement, pour des services publics de qualité, notamment dans les transports, la santé et l'éducation.

C'est nous qui faisons tourner la société, c'est à nous de décider !

Nous ne sommes pas des variables d'ajustement

La direction vient d'annoncer l'arrêt du plan de départ après que l'objectif qu'elle s'était fixé de 1300 départs ait été atteint plus tôt que prévu. Ce n'est pas nous qui allons nous en plaindre : ces mesures ont permis de déguiser des dizaines de milliers de suppressions de postes, abaissant les effectifs tout en augmentant la charge de travail de ceux qui restent.

Après avoir tout fait pour nous dégoûter et nous pousser dehors nos dirigeants décident de suspendre le plan pour nous empêcher de partir en fonction de ses besoins. Rester ou partir ça devrait être notre choix et selon nos conditions !

Imparato le démagog

En audition devant une commission de l'Assemblée nationale, M. Imparato le tout frais directeur général Stellantis Europe, suite aux jeux de chaises musicales orchestrés par Tavares, s'est répandu doctement sur la charge des usines à 3 ans. Circulez, y'a rien à voir, pas d'annonce particulière à faire, même pour Poissy usine tout irait bien jusqu'en 2028. Oui, merci, ça on savait déjà, le problème c'est après !? La direction de Stellantis a sûrement, gageons-le, déjà scellé le sort de ce site mais continue de nous prendre pour des jambons. A d'autres !

PSG = Peugeot va Se Goinfrer !

Les vautours n'attendent pas la fermeture de PSA-Poissy pour rôder autour. Selon la presse, le club de foot PSG est intéressé par le terrain pour faire un stade de 60 000 places, des hôtels, restaurants et centres commerciaux sur 50 hectares. Il en discute déjà avec les élus politiques. D'autres élus préféreraient que le terrain serve au transfert de la prison de Poissy.

Quel que soit le choix de la direction, faire connaître les acheteurs potentiels est son intérêt : ça fait monter le prix du mètre carré. Pendant que la direction de Stellantis baratine nos collègues sur l'avenir du site, elle prépare une belle opération de spéculation foncière.

Michelin, Auchan, l'automobile, la chimie...

La semaine dernière, les deux multinationales Michelin et Auchan ont annoncé la suppression de plus de 3 700 emplois à elles-deux.

Michelin, qui annonce la fermeture des sites de Cholet (950 salariés) et de Vannes (300) avec 2 milliards de bénéfices nets cette année, n'est pas plus « en difficulté » que la famille Mulliez propriétaire d'Auchan qui menace 2 500 emplois. Gains de productivité, compétition internationale suffisent à tout justifier.

Depuis des mois, pas moins de 150 000 emplois sont menacés en France... Tous en même temps, s'inquiètent patronat et gouvernement ! Alors oui, comme ils le redoutent, c'est bien le « tous ensemble » et pas la lutte site par site ou entreprise par entreprise

qui permettra aux salariés d'obtenir des indemnités acceptables ou le maintien des emplois.

Coup de chaud à Cholet

« 50 ans pour nous user, 5 minutes pour nous virer » disaient les ouvriers de Michelin à Cholet après l'annonce de la fermeture du site. Dès le lendemain, ces derniers se sont mis en grève et ont même refusé d'accueillir sur leur piquet le ministre de l'Industrie... avant de défiler dans la ville.

Le site Michelin de Clermont-Ferrand leur a emboîté le pas avec une grève de soutien, histoire aussi de rappeler que le groupe a reçu 42 millions d'euros de l'État en 2023.

Barnier tape dans la poche des chômeurs

Alors que la liste des plans de licenciement s'allonge, le gouvernement Barnier veut faire 400 millions d'économies supplémentaires sur le budget de l'assurance chômage. C'est aux seniors et aux frontaliers cette fois-ci qu'il s'attaque : l'âge pour toucher une indemnisation longue est relevé de deux ans dans la foulée de la réforme des retraites qui a porté l'âge de départ de 62 à 64 ans. Les frontaliers ne seront plus indemnisés sur la base du salaire du pays où ils travaillent, souvent plus élevé. Et pour finir, tous les chômeurs vont perdre cinq à six jours d'indemnisation par an. Et il se trouve des directions syndicales pour signer de tels reculs alors que c'est dans les profits des groupes capitalistes et dans la poche des riches qu'il faut taper !

Un nouveau rapport accablant pour Israël

Conclusion du dernier rapport de l'ONG Human Rights Watch sur la situation à Gaza : le gouvernement israélien commet un « crime de guerre » et un « crime contre l'humanité » en obligeant la population civile à se déplacer, sans lui apporter de solution sécurisée. Selon ce rapport, la stratégie de l'armée israélienne « semble également correspondre à la définition du nettoyage ethnique ». Et de noter les attaques généralisées et systématiques contre la population civile, la destruction de maisons, d'écoles, d'hôpitaux, du réseau d'eau potable, des centrales électriques, etc. De plus l'armée sioniste a systématiquement rasé des vergers, des champs, des serres et d'autres infrastructures civiles, faisant tout pour que les Palestiniens ne puissent plus rentrer chez eux. Un réquisitoire de plus sur le génocide que subissent les Gazaouis avec la complicité de nos gouvernants.